

EXPRESSION DES COURANTS DE PENSEE ACADEMIQUES SUR LE VOTE FSU

Tous les 3 ans, le congrès FSU est précédé d'un vote sur le rapport d'activité et l'orientation, ainsi que sur des « fenêtres » (3 cette année) apportant des réponses alternatives sur des thèmes ayant suscité de vifs débats à l'intérieur de la fédération. Ce dernier vote est trop souvent négligé, considéré comme un débat d'initiés, alors que son résultat sera lourd de conséquences pour le congrès. Il faut donc voter !

Unité Action appelle à voter la liste U&A et sans tendance

Si l'on y regarde de près, dans toutes les fenêtres alternatives, c'est le rôle et la place des syndicats nationaux dans la fédération qui sont contestés. Ce n'est pas la conception du SNES affirmée à la création de la FSU. Et, depuis, les syndiqués en accordant leur confiance à Unité et Action, ne l'ont jamais démentie.

Fenêtre « Bilan de l'action syndicale (p 8) » : Unité Action vous invite à voter pour la fenêtre B

Les mobilisations dans le second degré ont permis des succès : le rapport Pochart a été "mis au placard", les décrets Robien sur les décharges de service ont été abrogés et la réforme du lycée reportée. Ces mobilisations n'ont cependant pas permis l'élargissement du mouvement afin de gagner sur la question de l'emploi et des politiques gouvernementales dans l'éducation. La FSU a largement contribué à amplifier l'action et ne peut pas être tenue responsable de l'échec du mouvement interprofessionnel. De la même manière, le supérieur s'est fortement mobilisé l'an dernier, d'abord sur des questions sectorielles (statut des enseignants chercheurs), puis plus largement contre la LRU et sur le projet de formation des maîtres. Cette mobilisation n'a pas réussi à mettre dans le mouvement les personnels du second degré, sans doute par manque de perception des convergences par les personnels. Imputer l'échec de l'élargissement du mouvement à la seule responsabilité des "syndicats enseignants" comme le fait la fenêtre A est inacceptable.

Fenêtre « Formation et recrutement des maîtres (p 9) » : Unité Action vous invite à voter A.

Pour le SNES la revalorisation passe aussi par une élévation du niveau de recrutement. Ce n'est pas la position de tous les syndicats de la FSU. Pourtant, concernant les instituteurs devenus professeurs des écoles, le passage à bac + 3 a bien été à l'époque un point d'appui pour la revalorisation de l'ensemble du corps. En effet, nos statuts font clairement le lien entre notre salaire et notre niveau de recrutement avant concours. Les divergences au sein de la FSU, sur cette question, mais aussi sur celle de la place du concours dans le cursus universitaire ont troublé le Comité Technique Paritaire Ministériel du 28 mai. N'ayant pu trouver de position commune, les syndicats de la FSU ont donné les consignes de vote selon leurs mandats propres sur les questions qui les concernaient. Pour le second degré, les votes portaient sur des sujets sur lesquels, après négociation, le ministre avait reculé (il a renoncé par exemple à la régionalisation des recrutements). Ils portaient aussi sur l'élévation du niveau de recrutement des maîtres au niveau " master ", ce qui était un mandat du congrès 2009 du SNES. Celui-ci s'est donc abstenu. Le SNES et la FSU continuent à condamner le projet de réforme de la formation des maîtres que le ministre, quant à lui indifférent au vote, veut faire passer en force.

Fenêtre « La vie fédérale (p11) » : Unité action vous invite à voter A

Lorsque nous avons créé la FSU en 1993, nous avons voulu éviter les dérives qui avaient mené la FEN à sa perte. Une des dérives les plus graves était d'imposer à un syndicat national des positions contraires à ses propres mandats et aux intérêts des personnels concernés au nom d'une majorité non concernée, pour les questions le touchant directement. Ainsi, la FEN prenait-elle des positions opposées à celles du SNES sur des sujets du second degré comme ceux du collège ou de la bivalence et les lui imposait autoritairement. C'est ce qui a tué la FEN et c'est pour éviter cela que la FSU est une fédération de syndicats nationaux. Certains (fenêtre B de la page 11) veulent renouer avec ces pratiques et dénaturer la fédération, au risque de produire les mêmes effets. C'est donc l'existence même de la fédération qui est en jeu.

Votez pour la liste École Émancipée et pour les fenêtres A B B.

Bien que majoritaire dans l'Éducation et première organisation représentative dans la fonction publique d'Etat, la FSU n'a pas provoqué l'élan indispensable pour battre les attaques que nous subissons. Malgré la suppression de 25 000 postes en deux ans et de 16 000 nouveaux cette année, aucun plan d'action d'envergure n'est encore avancé en cette rentrée alors que les personnels de tous les secteurs de la fonction publique ressentent bien l'aggravation des conditions de travail.

La « réforme » du recrutement et de la formation des enseignants pouvait être battue

Déjà, l'an passé, la FSU s'est montrée incapable d'organiser la convergence entre le supérieur en grève contre la « réforme » du recrutement et de la formation des enseignants et le reste de l'éducation et a ainsi permis au gouvernement de passer en force, après avoir laissé le mouvement s'épuiser. En juin, la débâcle fédérale éclate au grand jour avec le CTPM (comité technique paritaire ministériel) sur les décrets Darcos, une abstention équivalent de fait à un feu vert pour la réforme. Ainsi, pour la première fois, la FSU est apparue comme s'opposant, de fait, à une mobilisation exceptionnelle

Unité et détermination dans les luttes

Pour des millions de salariés, l'offensive gouvernementale conjuguée à la crise économique se traduit en crise sociale majeure. Alors que le gouvernement et le Medef suppriment des milliers d'emplois, généralisent la précarité, remettent en cause la protection sociale et les services publics (Santé, Education, Recherche, Justice, La Poste, EDF-GDF...), amplifient la chasse aux sans-papiers et la répression anti-syndicale, l'unité de tous les salariés est indispensable.

Mais cette unité n'a de sens que pour opposer une véritable riposte à la politique antisociale de ce gouvernement ! C'est bien dans de tels moments que le syndicalisme de lutte doit montrer sa force et sa capacité à se dresser contre la société capitaliste et ses régressions.

Il faut opposer la détermination des salariés du privé et du public, des précaires et de la jeunesse à celle du gouvernement et le contraindre à changer de politique en construisant un rapport de force qui ne peut naître que de la convergence et la généralisation de toutes les luttes.

Cela implique de ne pas en rester à des mobilisations unitaires sans lendemain et sans véritable objectif comme nous l'avons connu cette année. Nous avons pu mesurer la disponibilité à la mobilisation qui s'est exprimée aussi bien dans le public que dans le privé les 29 janvier et 19 mars. Mais cette unité intersyndicale sans perspective de rebond rapide et « a minima » a conduit aux échecs des 26 mai et 23 juin. La stratégie de journées d'action tous les 2 mois a démobilisé et a servi de soupape pour canaliser la colère des salariés. Cette stratégie traduit le refus des directions syndicales d'aller à l'affrontement avec le Medef et Sarkozy.

L'urgence est de construire une mobilisation d'ensemble, une grève générale capable d'affronter un gouvernement qui veut liquider les services publics et qui est entièrement acquis aux intérêts des plus riches et du patronat.

Avec ce gouvernement, il n'y aura pas de « grain à moudre ». Il ne s'agit pas de négocier des bribes ou de célébrer une unité sans contenu mais bien de prendre à bras le corps les questions d'emploi, de précarité et des droits pour tous !

La situation exige une FSU radicale pour rassembler, dans l'action, les salarié-es sur tous les terrains et réaffirmer sa volonté de transformation avec l'ensemble du mouvement social ! L'École Emancipée réaffirme l'exigence d'une FSU résolument combative à tous ses échelons et propose à toutes les collègues qui partagent ces valeurs et ces objectifs de le faire ensemble.